

POLITIQUE

CONTRE LA CRISE, LA FLANDRE VOTE POUR LA STABILITÉ

La Flandre a voté à droite aux élections régionales du 7 juin 2009, enjoignant aux démocrates-chrétiens (CD&V, 23,1%) et aux nationalistes flamands (N-VA, 13,1%), qui lors des régionales de 2004 étaient alliés et avaient obtenu 26,1% des suffrages, de poursuivre de facto un cartel électoral qui avait été brisé en 2008. Malgré leur recul, les libéraux (*Open VLD*, 15,1%, - 4,7%) et les socialistes (SP.A, 15,3%, - 4,4%) étaient eux aussi candidats à la future majorité.

Le parti d'extrême droite *Vlaams Belang* (15,3%, - 8,8%) a vraisemblablement perdu une partie de ses électeurs au profit de la N-VA, qui contrairement à lui n'est pas d'emblée exclue du pouvoir par le «cordon sanitaire» décrété par les autres partis. Le parti populiste *Lijst Dedecker* (LDD, nouveau venu, 7,7%) n'a pas réalisé le petit raz-de-marée que lui promettaient les sondages et le score des écologistes (*Groen!*, 6,7%, - 0,9%) a incité les instances de ce parti à choisir l'opposition.

En Wallonie, la chute des socialistes (PS, 32,8%, - 4,1%) a été plus modérée qu'annoncée et les écologistes (Ecolo, 18,5%, + 10%) sont devenus incontournables, signifiant une victoire de la gauche. Le parti libéral (MR, 23,4%, - 0,9%) a pour sa part stagné alors qu'il ambitionnait de détrôner le PS, et le parti démocrate-chrétien (CDH, 16,2%, - 1,4%) a limité les pertes.

Dans la Région bruxelloise, c'est encore Ecolo (20,2%, + 10,5%) qui s'est profilé comme le gagnant des élections. Tout en reculant, le MR (29,8%, - 2,7%) y est cependant devenu le premier parti. *Open VLD* a réalisé dans la capitale un bon score (23%, + 3,1%), mais côté flamand, le fait saillant de ce scrutin reste la chute du *Vlaams Belang* (17,6%, - 16,4%).

Disparate en apparence, le résultat des élections régionales du 7 juin 2009 a un grand point commun dans les trois Régions: en ces temps de crise, les électeurs ont voté pour la stabilité et se sont tournés vers les partis qui traditionnellement ont la haute main dans leur Région. La relance de

l'économie, la rigueur budgétaire (particulièrement en Flandre) étaient des thèmes centraux, même si elles ont donné lieu à quelques dérives verbales, surtout en Wallonie où PS et MR, qui ambitionnaient chacun d'être la première formation politique de la Région, étaient à couteaux tirés. Le communautaire était remarquablement peu présent dans le débat alors qu'il était le principal enjeu de la campagne législative nationale de juin 2007. Mais il est vrai aussi que la nécessité d'une réforme institutionnelle a fait son chemin, même dans la partie francophone du pays, initialement pas demanderesse. Reste à s'entendre sur sa portée. Avec des gouvernements francophones attachés à la solidarité entre les Régions d'une part, et un exécutif flamand qui ambitionne de réduire ces mécanismes fédéraux pour gérer l'avenir de la Région de manière plus autonome, rien n'est acquis. Le Premier ministre fédéral Herman Van Rompuy (CD&V) a pourtant affiché sa volonté d'avoir bouclé les accords communautaires avant d'entamer la présidence belge de l'Union européenne, en juillet 2010.

Kris Peeters, le ministre-président flamand appelé à se succéder à lui-même, devait dans la formation de son exécutif tenir compte de celle de ses ambitions à laquelle il tenait le plus: s'agissait-il d'une formation rapide et d'un gouvernement capable à brève échéance de prendre des mesures concrètes pour juguler la crise, ou s'agissait-il de composer une équipe susceptible de trouver une voie d'entente avec l'exécutif wallon? Celui-ci est en effet appelé à être le principal interlocuteur à la table où sera négociée la réforme de l'État.

Le jour de la fête de la Communauté flamande, le 11 juillet, c'est un gouvernement de centre-gauche que Kris Peeters (CD&V) a présenté à la Flandre. Outre le chef de l'exécutif, qui se succède à lui-même, les démocrates-chrétiens fournissent trois ministres au nouveau gouvernement. Parmi eux, l'ancien ministre fédéral de la Justice Jo Vandeurzen qui renoue avec la fonction publique (Santé, Famille), après avoir été emporté dans la débâcle de la banque *Fortis* en 2008. Ingrid Lieten, une chef d'entreprise respectée qui a dirigé la compagnie de transports publics flamande *De Lijn*, est un des trois ministres socialistes.

Elle se voit confier l'Innovation, les Dépenses publiques, les Médias et la Lutte contre la pauvreté. La N-VA place deux ministres dans l'exécutif. Geert Bourgeois hérite d'un portefeuille à forte charge communautaire, puisqu'il devient ministre de l'Intérieur et est chargé de l'agglomération bruxelloise. Philippe Muyters, ancien patron de l'organisation patronale flamande *Voka*, se voit confier le Budget, les Finances, l'Aménagement du territoire, l'Emploi et le Sport.

Par la composition de son gouvernement et la répartition des portefeuilles, Kris Peeters a tenté d'apaiser l'électeur flamand sur trois fronts. En se chargeant lui-même de l'économie, il espère rendre confiance à une Flandre qui subit plus durement la crise que les autres Régions du pays. En effet, la Flandre, dont l'économie est pourtant plus robuste que celle de la Wallonie et de Bruxelles, a un tissu d'activités et une répartition de l'emploi plus exposés aux variations de la conjoncture, et est par conséquent plus touchée par le marasme financier et la hausse du chômage. En incluant des socialistes dans l'exécutif, Peeters veut rassurer les plus défavorisés de la société: le redressement ne se fera pas, ou le moins possible, sur le dos des plus faibles. Enfin, en confiant la gestion des matières communautaires à Geert Bourgeois, il offre à ses concitoyens une garantie d'inflexibilité de la Flandre sur des questions linguistiques qui devront être abordées avec les francophones dans les mois à venir: scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde, le dernier arrondissement électoral bilingue du pays, nomination de trois bourgmestres dont l'usage du français dans des documents officiels porte à discussion, avenir de la périphérie bruxelloise.

Une semaine après la formation du gouvernement flamand, les négociations entre partis francophones ont mené dans tous les gouvernements régionaux où ils siègent à la coalition de «l'Olivier», associant PS, CDH et Ecolo, renvoyant le MR dans l'opposition. Le socialiste Rudy Demotte dirigera la Région wallonne et la Communauté française, alors que Charles Piqué, également PS, mènera la Région bruxelloise.

Relève de la garde au régional, modification des équilibres électoraux, mouvements stratégiques?

Dans la foulée des élections régionales, le gouvernement fédéral a également été remanié. Le ministre des Affaires étrangères Karel De Gucht (*Open VLD*) est parti remplacer le francophone Louis Michel (MR) à la Commission européenne. C'est l'ancien Premier ministre CD&V Yves Leterme qui reprendra le maroquin, revenant lui aussi à la fonction publique par la grande porte, malgré une gestion discutée de la crise de *Fortis* qui l'avait poussé vers la sortie en 2008. De nombreux francophones n'ont pas apprécié ce jeu de chaises, faisant d'un ministre jugé très flamingant et peu diplomate la figure de proue de la politique étrangère belge. Mais peu ont élevé la voix: côté francophone, l'encombrant socialiste liégeois Michel Daerden, à qui on a souvent reproché des abus d'alcool, a été «promu» ministre des Pensions, loin du gouvernement wallon, où son bon score électoral aurait dû l'amener.

GERALD DE HEMPTINNE